



Macro-économie

« Réduire notre déficit public sans affecter la croissance », un véritable challenge

Le redressement productif passe par l'allègement des contraintes qui brident les entreprises, insiste l'économiste Nicolas Bouzou.

Karine Floquet

LE RAPPORT GALLOIS, qui vient d'être publié, se base sur l'innovation comme moteur de la croissance économique. « *Le scientifique fait de la recherche fondamentale, et l'entreprise fabrique à partir de ces connaissances des biens et services, qui vont être utilisés par l'ensemble de la population* », a expliqué Nicolas Bouzou, économiste et membre du Conseil d'analyse de la société auprès du Premier ministre, lors de son intervention, le mercredi 21 novembre, à la Bourse de fin d'année à Paris (cf. encadré). Cette accélération de l'innovation, que les économistes appellent "vague de destruc-

tion créatrice", conduit à la mise en place d'une nouvelle économie. Pour ce faire, « *il faut permettre aux entreprises d'effectuer leur job, c'est-à-dire trois choses : produire à des coûts raisonnables, faire en sorte que les entreprises puissent recruter – ce qui implique qu'elle puisse licencier – et laisser aux entreprises la latitude d'innover* ». Car, le principe de précaution, source d'« *inflation réglementaire* », rend, selon Nicolas Bouzou, l'opinion publique rétive à l'innovation. Enrayer ce phénomène de peur du progrès passe, selon lui, par la pédagogie : « *Il faut expliquer aux jeunes que toute grande innovation peut certes présenter un risque mais qu'il est possible de conjurer par l'innovation.* »



Concilier réduction du déficit public et croissance économique

La mutation de l'économie française par l'innovation est *a priori* coûteuse, pour les entreprises qui doivent dégager les fonds nécessaires ou pour l'État, s'il investit dans des projets. Un problème à résoudre néanmoins : « *Comment respecter notre engagement européen à réduire notre déficit public à 3 % de notre PIB sans affecter la croissance ?* », s'interroge Nicolas Bouzou. Cela pourrait passer par une diminution des dépenses. Une ambition nécessitant d'importantes réformes (celles de la sécurité sociale, « *qui représente 46 % des dépenses publiques* » et des retraites notamment) qui prendraient du temps car elles demandent à être expliquées à l'opinion publique.

Or le gouvernement a choisi de « *diminuer le déficit public, rapidement et sans réforme, en augmentant les impôts* ». Cette décision pourrait faire peser un énorme risque sur l'activité, selon Nicolas Bouzou, qui n'exclut pas de mauvaises surprises en 2013. « *Je ne serai pas étonné que le solde d'exécution du budget, c'est-à-dire le contrôle budgétaire de l'État, soit beaucoup moins favorable que ce qui avait été anticipé dans le budget initial. Cette situation pourra alors être un peu compliquée à expliquer aux créanciers qui financent notre dette* », s'inquiète l'économiste. Difficile dans ce contexte d'espérer investir et innover...



La Bourse européenne 2013 promet d'être royale

À l'occasion de la Bourse de fin d'année, qui a réuni plus de 350 acteurs de la filière céréalière mercredi 21 novembre sous la rotonde de la Bourse de commerce, Baudouin Delforge, le président du Syndicat général de la Bourse de commerce de Paris (SGBCP), a présenté la 53^e Bourse de commerce européenne, qui se déroulera les 10 et 11 octobre 2013 au Palais des congrès de Paris, avec « un dîner de gala exceptionnel au cœur même du château de Versailles », précise un communiqué. « Nous allons innover », se réjouit Baudouin Delforge, qui préside également le Consortium des Bourses européennes. S'étalant sur une journée et demie, elle débutera le jeudi après-midi par « une conférence importante avec de hautes personnalités européennes et mondiales sur les céréales », organisée « en partenariat avec la participation très active de Syngenta ». Quelque 3.000 professionnels internationaux de la filière, venus de 40 pays, sont attendus sur les 5.000 m² d'exposition, qui accueilleront « une trentaine de stands de 30 m², 32 stands de 18 m², 42 stands de 8 m², 25 tables et plusieurs espaces de restauration en continu », détaille le président. Un service de cars est prévu pour transporter le millier de convives attendus au dîner de gala, qui sera préparé par un traiteur parisien renommé, Potel et Chabot. Les inscriptions et réservations de stands seront ouvertes dès janvier 2013 sur le site : « www.ece-paris2013.fr ».